

Dépasser le capitalisme

En Europe, les fossoyeurs sont à l'œuvre. Pour répondre au surendettement des États, qui a pris la place du surendettement privé après le soutien des États au système financier en crise en 2008, les gouvernements libéraux comme sociaux-démocrates s'empressent de répondre aux injonctions du capital soucieux de se refaire une santé financière. Refusant de sortir du carcan des traités de Maastricht et de Lisbonne, ils mettent en place des politiques d'austérité budgétaire qui encouragent la spéculation sur les dettes publiques des États, et des politiques d'austérité salariale qui facilitent la valorisation financière des capitaux. Baisse des dépenses publiques, baisse des salaires, réduction des prestations sociales et allongement de la durée du travail, augmentation de la fiscalité des ménages et privatisations massives en sont les principaux ressorts.

Généralisée en Europe de manière plus ou moins violente, cette austérité lamine la possibilité d'une reprise par l'investissement productif, le développement des capacités humaines et la demande, en réduisant mécaniquement les débouchés dans chaque pays européen. Ce qui accentue la crise subie par les peuples européens, happés dans un cercle vicieux. Tandis que les profits financiers culminent, le chômage explose, la précarité s'installe, les perspectives de création d'emplois, de croissance économique et de recettes publiques et sociales s'éloignent.

Pourtant, au même moment et de partout, monte l'exigence populaire d'une autre politique pour l'Europe et le Monde, ravivant les conflits de classes que d'aucuns voulaient croire définitivement disparus. Incarnée par un mouvement social à la recherche d'un débouché politique à son action, épaulée aujourd'hui par le mouvement international des « indignés », elle s'illustre par la vitalité des conflits sociaux en Europe et dans le Monde.

Une vitalité telle, qu'elle pousse même la social-démocratie européenne dans les limites de ses contradictions, en démontrant de fait sa subordination idéologique aux marchés financiers et sa soumission aux injonctions du FMI et de la BCE. Que ce soit dans les pays qu'elle gouverne comme la Grèce, le Portugal et l'Espagne en écrasant son peuple au nom de la nécessité économique. Ou ailleurs comme en France, avec un PS qui avance pour 2012 un programme présidentiel dit « de changement » sans rien opposer de sérieux à ces diktats financiers, et qui va même jusqu'à soutenir les plans européens de régression sociale générale portés par la droite tel le pacte pour l'euro+.

Dans cette immense bataille, le PCF, au sein du Front de Gauche, a tout son rôle à jouer en soutenant les luttes sociales pour mettre en échec les projets de la

droite et du Medef, tout en travaillant à une alternative politique novatrice et rassembleuse sur des contenus réellement transformateurs. Car l'objectif reste bien de changer concrètement la donne en France, en Europe et dans le Monde.

Et des pistes en ce sens, le PCF en pose dans le débat public. Et depuis longtemps. Des pistes qui œuvrent à une créativité nouvelle porteuse de solutions de progrès socialement efficaces pour sortir de la crise actuelle. Il en est ainsi de notre proposition de sécurité d'emploi ou de formation, qui vise à dépasser le marché du travail et l'émancipation des capacités humaines. Tout comme de notre proposition en faveur d'un nouveau crédit pour un essor de l'investissement productif centré sur le développement de l'emploi de qualité et de la formation. Ou encore de notre revendication d'une VI^e République, qui inscrit au cœur de son dispositif de nouveaux droits d'intervention des travailleurs dans les entreprises et d'intervention des citoyens sur la place publique, pour une nouvelle démocratie participative. Jusqu'à notre appel à changer l'euro et la construction européenne, en prônant un nouveau rôle pour la BCE et la création d'un Fonds social et solidaire de développement européen.

Toutes ces propositions, avec d'autres encore, trouvent d'ailleurs aujourd'hui un écho dans les luttes sociales, dans les prises de positions syndicales nationales et européennes, et dans le débat public engagé par la rue en France comme en Europe. Il nous appartient désormais de les faire vivre.

L'enjeu est de taille. Face à cette crise systémique ravageuse, il n'appelle rien de moins qu'un changement de civilisation. Un changement progressif mais néanmoins fondamental et réel, qui vise à dépasser le capitalisme et le libéralisme en portant d'autres valeurs de coopération et de solidarité. Un changement qui s'attaque à la fois aux problématiques de la production et de la répartition des richesses, au dépassement des marchés,

et appelle à la construction d'une nouvelle civilisation, avec l'exigence de pousser le plus loin possible l'émancipation des salariés, de tous et de chacun.



Frédéric Rauch